

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*“Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire”*

SOMMAIRE :

OU MENE L'ANTISTALINISME

ET VIVE LA PAIX

LE CONGRES DU P.C.I D'ITALIE

SUR LES "CAS" PARTICULIERS

L'HEROISME ET LA MANIERE DE S'EN SERVIR

PROBLEME DU CAPITAL

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX 20 FR

JUN 1948

NUMÉRO 35

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

OU MENE L'ANTISTALINISME

1

A une époque où le mouvement ouvrier subit une éclipse de près de vingt ans, il n'est pas étonnant de voir dans les milieux d'avant-garde, les rangs s'éclaircir.

Faiblesse, lassitude, révision, tous les facteurs jouent avec le maximum d'intensité dans la débandade générale. Ceux que le travail lent et patient de remontée idéologique du cours révolutionnaire - condition d'un nouveau flux révolutionnaire - effraye ou bien indispose vont se précipiter dans le torrent d'activité et de fébrilité bourgeoise, s'imaginent participer ainsi à l'histoire, et voient leur rêve de brassage des masses se réaliser. Ceux là iront là où les masses pourraient être, d'un bloc impérialiste à un autre, indifféremment, selon les opportunités du moment, réussissant une synthèse de nuance et de cabriolet acrobatiques. Et l'illustration la plus frappante, la plus récente, nous est donnée par la crise du parti trotskyste, où la droite, qui constituait le pilier fondamental de la défense de la Russie dans la IV^e Internationale a quitté le parti pour courir à la recherche des masses au travers du R.D.R.

Hier anti-plan Marshall, lez Delmas, les Demazière, par leur action et par la nature surtout du R.D.R, deviennent anti-stalinien et pro-Marshall (avec contrôle ouvrier s'entend)

Pour reprendre une des expressions de leur attirail trotskyste, ils sont devenus "objectivement" antirusses, avant de le devenir "subjectivement".

Un peu plus loin dans le passé récent de ces quelques années de l'après-guerre 39-45, nous trouvons alors des camarades issus aussi du trotskysme et qui au nom de Lénine, et hélas seulement en son nom, quittent les rangs de la IV Internationale pour former l'O.C.R. "juste retour aux traditions "léninistes bolcheviks". Seulement la lutte révolutionnaire se moque pas mal des traditions et n'accepte jamais une répétition verbeuse.

Ainsi ces camarades, sur la pente du révisionnisme, après le rejet de la défense de la Russie, toujours obnubilés par le schéma trotskyste de la révolution (l'agitation mène à la révolution) essayent tour à tour tout l'arsenal des mots d'ordre léninistes, et voient très vite l'inefficacité actuelle de ce schéma.

Et la fièvre de révision les prend à rebours de toute méthode historique. Partant d'un postulat, qu'ils élèvent à la hauteur de facteur déterminant en premier : le machiavélisme russe et son influence sur les masses, ils se posent comme premier but et intention de lutte révolutionnaire, le développement de toute une idéologie antistalinienne et, de surenchère en surenchère ils en arrivent à joindre leurs voix à toute la curée de l'impérialisme américain.

D'aucuns d'entre eux se sont retirés de la lutte après avoir joué les juges dans l'histoire, faisant comme à Nuremberg le procès de l'histoire depuis la révolution russe. D'autres que la fièvre d'activité dérange un peu trop sont tombés dans l'anarchisme et à chaque fois déversent des torrents d'insanité sur une des plus belles pages de l'histoire du mouvement révolutionnaire : Octobre 17.

Ils sont devenus plus impérialistes que l'impérialisme américain qui, par souci de publicité efficiente, se garde d'éclabousser la révolution de 1917.

Mais ces deux catégories d'individus ne sont que du menu frétin dans le concert des luttes impérialistes. De plus du côté russe se retrouvent les mêmes individus, issus toujours du trotskysme - mais sont conséquents avec leur logique politique - qui après un stage à la "Bataille socialiste" parlent de rentrer dans les rangs du P.C.F. Le processus de ces russifiés est d'origine identique à celui des américanisés mais leur nature est différente car ce ne sont que de doctes professeurs ou intellectuels en chômage de fonction.

x

x

x

D'une tout autre envergure sont les anciens militants du mouvement révolutionnaire qui ont eu le courage de faire l'auto-critique de leur ancienne position trotskyste.

Avec eux nous retrouvons au moins un effort d'analyse et de recherche idéologiques. Rejetant les slogans et le verbalisme révolutionnaires ils posent au moins dans l'évolution historique le problème de la croisée des chemins.

C'est un révisionnisme mais qui tient compte de l'irréversibilité de l'histoire. Ils ne se posent pas en juges mais essayent d'avoir une attitude de savant.

L'erreur fondamentale de leur analyse repose sur une factologie qui ne peut ni infirmer ni confirmer l'hypothèse marxiste de l'aboutissement des luttes de classes dans l'histoire.

Mais leur analyse n'en reste pas moins troublante. Marx a posé le problème de la révolution comme aboutissant de la crise du capitalisme, crise entraînant une non viabilité historique du régime bourgeois.

Sans entrer dans les détails de la pensée de Marx, nous pouvons dire que depuis la 1ère guerre mondiale, la crise du régime est ouverte. La révolution russe et la dégénérescence du mouvement ouvrier international qui a suivi entraînent le monde vers une nouvelle conflagration mondiale impérialiste.

Le mouvement ouvrier, au lieu de puiser des énergies et des forces dans la 2ème guerre, n'a manifesté qu'une apathie et on pourrait même dire une tendance à partager la politique de sa bourgeoisie.

Deux questions surgissent immédiatement:

Comment le capitalisme peut-il encore vivre dans sa crise permanente ?

Pourquoi le prolétariat ne présente-t-il pas des signes au moins avant-coureur de révolution ?

Et la réponse la plus aisée vient à l'esprit : le capitalisme évolue vers une nouvelle forme de société qui semble éliminer les facteurs de mort. Pour s'en convaincre, on mesure la production en poids, on cite le régime russe, on montre la tendance étatiste dans tous les pays du monde; et on peut alors annoncer après un jeu d'abstraction logique, que cette transformation du capitalisme est due à la disparition de la notion de valeur de la marchandise.

Pourquoi les guerres semblent se succéder à une allure plutôt rapide. Ici cesse l'analyse et la morale intervient.

Quant au prolétariat, la réponse est aussi aisée. Les ouvriers ont montré (toujours la factologie comme s'il s'agissait de statistique) leur incapacité historique à lutter et à continuer le socialisme.

Pour le côté politique de la question, le "Que faire" 1945, ces individus ne cachent plus leur démocratie, et de ressortir les vieux arguments de la liberté.

X

X

X

Si la perspective marxiste peut-être démontrée fausse, ce n'est pas en se référant aux conclusions immédiates, semblant être infirmées par les cent dernières années.

C'est toute la méthode qui est à reviser. Mais ceux qui revisent se gardent bien de s'attaquer à ce travail, cela exigerait de leur part un effort lent et patient qui va à l'encontre soit de leur fièvre d'activisme soit de leur découragement.

La période noire pour le prolétariat se fait surtout sentir dans les rangs de l'avant-garde. Cette dernière ne peut survivre que par une volonté irréductible d'indépendance idéologique de tout courant bourgeois.

Ceux qui sont las de cette lutte sourde et terrible, ceux qui ne peuvent attendre, ceux qui considèrent leur vie comme un ratage, ceux là perdent toute indépendance de pensée et de raison. D'avoir crié à la révolution tous les jours, d'avoir fait de n'importe quel mouvement une transition vers le "grand soir" peut faire voir la démocratie américaine comme une bouée de sauvetage. La Russie a trop massacré trop réduit au silence et à l'abjection, des révolutionnaires que les pires geôles n'avaient pu réduire. Et cette haine pour cette machine infernale conduit bon nombre dans les rets de l'impérialisme américain.

Mais rien ne justifie, en tant que révolutionnaire, cette politique, aucune haine d'un régime policier comme le russe ne peut cacher la mort de toute société que fait pressentir la "démocratie" américaine.

Le choix ne peut se faire sur l'un ou l'autre des blocs; pour les révolutionnaires il constitue l'échec de la perspective de Marx, de la perspective socialiste car pour reprendre l'expression de L. Trotsky : "La révolution viendra au rendez-vous mais les révolutionnaires seront absents."

Hier dans l'avant-garde on s'insurgeait contre l'attitude de certains militants rentrant tête baissée dans le P.C. pour n'être plus utilisés que comme mouchards; aujourd'hui ceux qui par antistalinisme prêtent leur concours à l'impérialisme américain pour mobiliser les masses pour une nouvelle guerre, ceux-la seront les mouchards objectifs, dénonçant les révolutionnaires comme un "juste" retour des choses.

Le capitalisme engendre la guerre et dans sa période de régression il risque d'entraîner la société toute entière dans la barbarie. L'Antidémocratie populaire, l'antidémocratie occidentale conduisent à la barbarie avec la même rapidité.

Hier c'était le fascisme et l'antifascisme qui ont mobilisé les masses pour les grands massacres de 39-45, aujourd'hui l'antistalinisme comme le stalinisme essayent de reproduire l'hécatombe décuplée de 40 millions de morts.

même négatif

Le choix d'un des 2 blocs impérialistes ne constitue pas 2 solutions mais une seule qui est la guerre. La 2ème solution qui reste valable, la révolution socialiste est à l'ordre du jour si l'avant-garde délaissant les chemins faciles de l'activisme va contre le courant en développant le bagage idéologique du prolétariat.

MOUSSO

Une fois de plus les radios se mirent à braire et les éditions spéciales à fleurir les mains de lecteurs euphoriques. Molotov répandait à Bedell Smith et la paix s'avérait en vigueur u l'n Marschall et du pacte à Cinq, le monde suivait enfin les voies du coeur et de la raison, Ougis ...

Il semble bien qu'en cette affaire les diplomates yankees ne se sont pas montés à la hauteur. Leur intention probable était d'un alibi électoral fourni à l'Administration de Truman. Tout de même que de freiner la fièvre belliciste qui faisait palpiter les états-majors, journalistes et matrones américains. Pratiquement acquis le vote des crédits militaires, la Maison-Blanche se donnait de l'air. Mais elle négligeait ce fait que la situation intérieure de la Russie oblige cette dernière à lancer une offensive "psychologique" de haut style, une offensive pour la paix. L'occasion était belle, qui fut saisie à la note.

Sur la désastreuse conjoncture économique en Russie, la dévaluation de décembre n'a produit qu'un effet de cautère sur jambe de bois. Et les mieux assis des avoirs privés se sont reconstitués - tel recteur d'académie pouvant, au dernier emprunt, souscrire la bagatelle de cent mille roubles - tandis que la plupart des travailleurs voient leur vie courante encombrée d'obstacles de plus en plus insurmontables. Les commentateurs assermentés près le Plan ont déclaré et répété : Produisons d'abord des tracteurs, ensuite nous aurons du blé. Mais l'acuité du conflit entre forces impérialistes, partant le cours vers la guerre, transforme les tracteurs en canons et, sans blé, le pain ne s'accumule pas dans les boulangeries. Alors les officiels - Pravda en tête, N.K.V.D en queue - reprennent l'antienne de la gabegie, du manque de civisme de "certains" responsables, lesquels, élevés aux plus hauts postes, sont miraculeusement devenus incapables ou saboteurs. Mais ce refrain sans doute usé. Lorsque Marshall fit quelques déclarations lénitives, Moscou tendit l'oreille, et l'agréable visite de Bedell Smith fit luire, au Kremlin, son chemin de Damas. Il témoignera publiquement de son fiv amour pour la paix ; cette paix à l'établissement de quoi seule la volonté impérialiste des U.S.A. est entravée. Molotov disait, bien entendu. Et pour imprévue qu'était en ses termes la réponse moscovite, ou plutôt l'interprétation qu'on y greffa, ne l'ait pas Truman désarmé. Il opéra une réduction de l'international au national en reconnaissant de facto l'Etat d'Israël et incitant ses compères ou clients de l'O.N.U. à même opération. Changeant par là les manchettes des journaux. A quoi, nouvelle mise en demeure de Staline à la Maison-Blanche, le très complaisant Wallace comme entregent. Le Kremlin produit ses avantages. Dans le monde entier, et plus encore dans la sphère russe, il se donne comme chercheur de paix dénonçant les fauteurs de guerre : la politique de Truman Marshall. Et désigne les conditions d'une "vraie paix" lesquelles sont incluses dans le programme électoral de Wallace, ce brave pote qui du coup bénéficiera de quelques centaines de milliers de voix.

EB-quelques aspects connexes : Il ne faudrait pas négliger mention de quelques éléments qui, sans expliquer nécessairement une tentative d'apurement des comptes entre M. et W. ont pu agir sur le cours des événements. Les Etats-Unis, on le sait, ont mis l'embargo sur le matériel militaire en partance pour la Russie. De leur côté, les russes exportent aux E.U. plus grande quantité de pelleteries et moindre de minerais stratégiques. Intéressant, à ce sujet, est de relever, dans les déclarations du ministre du commerce yankee, les propos suivants : "Si les Soviets continuent d'expédier des fourrures et non du manganèse nous serons dans l'obligation de demander le contrôle des importations... Les importations de minerais stratégiques en provenance de Russie représentent, à l'heure actuelle, 25 % du volume global des importations aux U.S.A." Et le retour à la raison pourrait bien arranger ces petits différents. La paix assurée, n'est-ce pas, pourquoi donc ne pas échanger entre soi de quoi fabriquer force engins de massacres ?

En Chine également quelque répit éerait prisé par les camps adverses. Le régime de Tchiang Kai Chek est acculé à la catastrophe militaire et économique. Les "rouges" progressent de tous côtés. Et Mao Tsé Tung est prêt à imiter son Staline collègue Markos, à se proclamer chef du gouvernement. Quant au dollar chinois il en faudra bientôt des millions, pour acquérir un seul dollar américain. Cependant Tchiang pratique cette tactique d'occupation des places fortes et d'abandon du reste du territoire à laquelle la Wehrmacht donna nom hérissé. Cependant une aide américaine est promise qui ne saurait tarder. Un redressement de situation est possible encore pour les nationalistes. D'autre part les staliniens qui n'ont guère à espérer en fait d'aide extérieure conséquente, les staliniens sentent peser sur leurs communications et arrières la menace que constitue des "nids" irréductibles. Un compromis peut donc se faire. Mais le conflit qu'il couvrirait ne saurait longtemps s'assoupir. Les américains ne peuvent négliger ce formidable champ d'accumulation que constitue la Chine du Nord. Ni les russes renoncer à neutraliser le bastion des E.U au Japon et d'éventuels pied-à-terre à Canton, voir Shanghai.

Bluff ou tentative de compromis ? Il y a trois mois, après les événements de Prague, nous notions que "les impérialistes russes et américains occuperont bientôt des positions de tranchées" au sortir desquelles "le premier pas en avant signifiera l'ouverture de la troisième guerre mondiale". Envisageant la possibilité d'un compromis, nous ajoutions que "sa portée dépasserait pas, en signification réelle, la portée d'un accident d'aviation sur l'ensemble du trafic aérien". Nous voici arrivés aux positions de tranchées. A Berlin provocations et coups de théâtre se succèdent, sans toutefois une solution viable puisse apparaître. Et pour cause.. Elle ne pourrait signifier autre chose, dans le cadre actuel des débats et à une échéance relativement proche, que la naimise russe sur l'Allemagne entière. C'est-à-dire la guerre. Mais, sans préjuger de la bonté ou non de leurs intentions, les gouvernements russes et américains se trouvent loin encore d'avoir à consommer l'irréparable. Ils peuvent converser, confronter des visées inconciliables à la longue. Nous sommes dans une période bien présomptueuse d'en fixer la durée - où une base d'accord provisoire peut se trouver. Le bluff en l'occurrence est de présenter une tentative de compromis, condamné à rester passager, comme autre chose qu'une pause dans le cours vers la guerre. Combien significatif à cet égard, est ce fait que la presse bourgeoise, malgré sa bonne volonté, n'a présenté l'apparent accord des américains et russes à propos de la Palestine que comme une conjonction de leurs vues sur un plan banal.

La guerre en Palestine, et ses implications, donne son regain d'acuité au "problème juif". Comme toute "question" relative à l'une quelconque des minorités nationales éparses dans le monde, la "question juive" est un paravent commode à qui veut cacher derrière elle ses intérêts capitalistes ou la politique qui en découle. Remarquons cependant qu'à l'intérieur du monde capitaliste les "questions raciales" soulèvent des mouvements émotionnels violents et qui, pour conditionnés par l'économie, lui restent irréductibles. La levée de ces mouvements n'apparaît pleinement réalisable que dans une société transitoire, en marche vers le socialisme. Laissant ces aspects de côté, notre présent propos sera de clarifier, un tant soit peu, les rapports de force jouant dans l'affaire palestinienne. D'en tirer quelques conclusions.

a) la politique britannique ; Sous la pression des U.A., les dirigeants travaillistes de la G.B ont abandonné le mandat par elle retenu sur la Palestine. Ils cherchent aujourd'hui à resaisir une partie du "bien" perdu, rendant à l'Israël ce qui, de par la volonté américaine, est dû aux sionistes. Le plan de partage, en effet, laissait vacant le régime imposé à l'Etat Arabe. Fidèle vassal, Abdallah leur paraît réunir toutes conditions requises pour l'établissement d'une "Grande Jordanie", que d'éventuelles opérations pourraient faire s'épanouir en "Grande Syrie" pour se faire une large fenêtre sur la mer serait souhaitable dont le plan de partage réserve le contrôle à l'Israël. Mais, et surtout, il leur faut perdre barre sur les juifs, leur prouver par la force, qu'ils ne peuvent en aucun cas gêner leurs intérêts et remettre aux trusts pétroliers d'Outre-Atlantique le contrôle du pipe-line transpalestinien ainsi que l'usage exclusif des installations portuaires. La "guerre sainte" à cet avantage aussi de poser l'Angleterre en seul champion de la cause arabe et d'exalter, afin de sauvegarder de très précieuses concessions, ce mythe de fraternité d'armes anglo-arabe et de l'omniprésence britannique, fondé sur les combinaisons et tripotages des Lawrence, Philby et autres Glubb pacha. Et si des divergences viennent à s'affirmer entre les compétiteurs arabes l'Angleterre pourra prendre ses airs médiateurs, tirant par là, et au mieux, son apparente révérence.

b) les américains accordent à l'Israël le meilleur de leur sollicitude. Dans notre numéro 33, nous en expliquons rapidement le pourquoi, l'importance stratégique et celle relative du capital engagé dans la "renaissance" d'une Palestine juive. Les experts yankees avaient sousestimé la puissance des réactions anglo-arabes au projet d'établissement d'une Etat fédéral où, tôt ou tard, les sionistes seraient devenus élément prépondérant. Il leur a fallu revenir à la conception du partage tout en incitant leurs clients à s'emparer des ports et raffineries de Jaffa. On sait les bénéfices, réalisés dans l'industrie du pétrole, viennent non spécialement de son extraction mais bien de ses raffinages et transport. Maintenant pour Washington, l'affaire dépend plus de négociations diplomatiques que des combats en cours.

c) pour une fois Moscou fait chorus avec Truman, en soutenant la cause sioniste. Il faut considérer que les états arabes sont des pays arriérés - au sens tout relatif de 1948 - et que leur structure semi-féodale les rend imperméables à toute propagande qui ne s'exprime pas en dollars ou en matériel de guerre concédé à titre gracieux. Les sionistes eux représentent la "noble cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Les soutenir diplomatiquement s'est s'assurer des droits à reconnaissance, et poser au "progressiste". Le gang prorusse, groupe Stern, montre d'ailleurs le bout de l'oreille, de qui les mots d'ordre sont de remplacer les leaders réformistes de l'Agence Juive par des éléments

"réalistes et militants" ainsi que d'obtenir une Palestine neutre dans un Proche-Orient neutre. La France enfin suit le train avec toutefois quelque appréhension. Elle ne peut en effet que "froisser" ses sujets musulmans en reconnaissant et accordant appui officiel à l'Israël. Ni admettre une défaite sioniste dont les conséquences pourraient s'avérer dangereuses à son hégémonie nord-africaine.

Ainsi un compromis solutionnera l'affaire de Palestine. Ce que décident les combats actuels s'en sont les modalités. Faut-il répéter l'évolution des événements montrera, tôt ou tard, la précarité d'un tel accord ?

Arabes et Juifs : La politique sioniste, en dépit de déclarations verbales parfois contraires, a toujours tendu à s'assurer la monopole du pouvoir en Palestine. L'organisation théo-fasciste Ingun exprime au plus fort cette volonté, écrivant par exemple en mai 1943 : "Nous devons combattre les arabes dans le but de les subjuguier et de diminuer leurs exigences ; nous devons les rejeter de l'arène politique." Les sionistes ont ainsi rejeté l'ensemble de la population arabe, politiquement active, en un bloc unitaire rassemblé autour de quelques féodaux. Cependant la grande masse des fellahin palestiniens, abruti par une oppression séculaire, demeure en dehors du conflit, n'y participant qu'à l'occasion d'un pillage. Les sionistes tirent argument de ce fait, en inférant qu'ils ont à jouer un rôle civilisateur dans le Proche-Orient arriéré. Rôle qui consiste très exactement à fonder un régime d'exploitation coloniale sur la sueur des autochtones.

Dans le camp sioniste dominant les tendances social-réformistes. Un régime a été établi qui réunit les apparences de la propriété collective, au profit d'organisations étatiques et de trusts privés. Et sur le vieux songe messianique - tout à la fois prison et évasion d'Israël au cours des âges - est venu s'établir un système de défrichement agricole et industrialisation forcés, à bon marché réalisés sur le dos des "pionniers", réfugiés d'Europe centrorientale. Aujourd'hui face à un bloc arabe représentant à divers titres la volonté impérialiste de la Grande-Bretagne - et celle aussi de pétroliers américains - les sionistes sont conduits à se soumettre à la formule politique des U.S.A.

Le mouvement ouvrier sioniste est puissant et organisé à "l'allemande". Mais il ne contient aucune fraction véritablement internationaliste et révolutionnaire. C'est quela politique de l'Agence Juive l'a conduit devant le dilemme shakespearien : to be or not to be. Etre, cela signifie, pour les ouvriers et paysans de l'Israël, consolider le pouvoir oppressif de leur propre bourgeoisie. Etre ou ne pas être. Et le salariat urbain ou rural lutte, naturellement, pour un Etat national. Sur le plan local où se situe leur combat, il n'a pas d'autre choix.

L'expérience de Palestine confirme déjà ce fait, vrai déjà en 36 espagnol, qu'il n'y a pas de possibilité désormais d'une émancipation des travailleurs au cours d'une guerre nationale. Que cette guerre ne renforcera jamais que les assises du pouvoir d'une bourgeoisie elle-même inféodée à l'un ou l'autre des centres d'attraction impérialistes dans le monde. Mais, et tout aussi bien, une guerre dite de libération nationale, entraîne nécessairement la participation active de la classe ouvrière à cette guerre. Cela sans possibilité aucune de dépassement interne sans entraîner jamais la transformation d'une guerre civile impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Il faut comprendre que dans l'inextricable complexe d'intérêt impérialistes, seul moteur véritable au jour d'hui d'une telle guerre, la formule célèbre de Karl Liebknecht "Notre principal ennemi est dans notre propre pays" est dépassée par l'évolution du régime capitaliste. Seule une guerre impérialiste

à l'échelle internationale, de par l'oppression intolérable, les contradictions ouvertes, et surtout l'affaiblissement militaire dans chacun des camps antagonistes or favoriser une montée révolutionnaire. Alors le combat mené contre leur propre bourgeoisie par les ouvriers et paysans révolutionnaires rejoindra et renforcera ceux qui se livreront ailleurs.

Dans une guerre nationale, pour des objectifs nationaux, le capital se répartit en producteurs d'armements et en chair à canons pour bouchers impérialistes. Le devenir de la Révolution Socialiste - s'il en est un - se situe au-dessus des frontières territoriales. Et ne peut s'en accommoder, serait-ce un instant, sans disparaître du même coup.

COUSIN:

LE CONGRÈS DU PC INTERNATIONALISTE D'ITALIE.

Le congrès du P.C internationaliste aurait pu ne pas être un congrès car les problèmes traités, l'ont été d'une manière plutôt étriquée, parce-que les interventions d'une certaine valeur se sont limitées entre deux ou trois éléments du Parti et les délégués de la Fraction française et belge, enfin la masse des délégués, une soixantaine, n'ont eu comme seule fonction que de constituer un appareil scénique et chorégraphique. Une conférence restreinte à une dizaine d'éléments aurait eu la même efficacité, et peut-être, cette conférence aurait rendu la conférence plus nourrie et plus efficiente.

Le congrès n'a fait voir la plaie qui infecte le Parti depuis la période de sa formation, plaie qui est apparue dans toute sa purulence, malgré les efforts multiples pour l'occluser. Les divergences de doctrine qui se sont manifestées au cours de la discussion auraient déterminé une salutaire clarification, si confusion sans précédent n'avait éliminé les motifs de discussion, et si les éléments sains du Parti n'avaient pas capitulé presque sans lutte.

Pour comprendre l'atmosphère de congrès, il faut connaître avant tout les bases de formation du Parti. Trois courants ont constitué cette organisation. Les groupes du Sud, qui par l'innocence d'une idéologie saine, et pour avoir été des forces ramassées, allèrent petit à petit se pulvériser. Les groupes du Nord, personnifiés par Damen, représentaient les restes du Parti de Livourne, et demeuraient ce qu'ils étaient, il y a 25 ans sans avoir apporté quelques modifications des positions politiques qui l'ont créé. Enfin un dernier groupe, celui de l'émigration qui se référait d'un bagage idéologique acquis par les expériences françaises et belges, et qui exultait avec plus de raison, la continuité du courant idéologique conséquent. Entre ces deux derniers courants, des divergences ont apparu au congrès, mais au travers d'un patriotisme de Parti, ces divergences furent étouffées sous le mythe de l'unité.

Damen, en ouvrant le congrès, a exposé la ligne politique du Parti, en expliquant la genèse de formation du Parti. Il polémisa contre ceux qui critiquèrent sa constitution comme étant antihistorique. Aussi expliqua-t-il que la tâche de la fraction consiste tout d'abord dans l'opposition et dans la résistance idéologique à l'opportunisme jusqu'au moment de la lutte ouverte qui peut seule être considéré par un organisme politique qui ait les caractéristiques et les tâches du Parti. Sous cet aspect la fraction présume le Parti.

Le Parti comme tel, peut dire son idéologie de classe pendant la guerre "de libération" et réussit à déterminer vers lui l'orientation de ces groupes, qui, s'ils avaient trouvé une Fraction à la place du Parti n'auraient pas pu trouver le moyen qui consistait dans la lutte des ouvriers en arme contre l'impérialisme de la bourgeoisie italienne. Pour avoir assuré cette tâche la Fraction était mûre

pour sa transformation en Parti. Les critiques qui peuvent être adressées au P.C internationaliste, sont dues à des groupes qui reflètent l'activité de l'émigration politique, et ne furent pas mêlés à l'expérience de formation du Parti en Italie. De plus ces groupes n'ont pas suivi les processus traditionnels de formation politique et ayant constitués à l'extérieur sans représenter le détachement d'une aile révolutionnaire préconstituée au sein du Parti communiste. Ainsi ces groupes tendent nécessairement à l'abstraction et à l'opportunisme. La réalité actuelle est concrétisée par le fait que le Parti a réussi à mettre un coin dans la crise bourgeoise, et ceci est sa justification historique, car il possède déjà une tradition de lutte, existe comme concrète entité politique, et même d'une manière minime a réussi à effectuer une brisure de classe. Le Parti représente face à la volonté féroce de domination bourgeoise, la volonté encore plus aiguë du prolétariat à annuler la domination capitaliste. Cette antithèse nettement définie commence à être marquée par les prolétaires italiens qui sont politiquement plus sains, par rapport aux français et aux anglais, n'ayant jamais participé au partage du brigandage impérialiste de la bourgeoisie italienne.

Sur la situation internationale du capitalisme Damen affirme que la bourgeoisie a réussi à manifester une puissance et une vitalité exceptionnelles. Il a rétabli sa domination de classe sur le prolétariat, en prenant possession de ses organismes et de ses symboles. L'évolution du capitalisme vers l'intervention et la gestion de l'Etat sur la production a fait sa première intervention en Russie, ou les secousses subies par ce secteur déterminèrent son évolution vers de nouvelles formes d'organisation vers une centralisation et un contrôle économique social associés à une tentative originale d'autodiscipline par lequel il cherche de faire disparaître ses contradictions intimes. Depuis les destructions de la dernière guerre ce secteur, procède à un rythme accéléré à un nouveau processus d'accumulation qui pose de nouveau le problème de la guerre et l'élimination des contrastes impérialistes au travers de l'unification en une seule centrale de domination capitaliste. Mais si la guerre signifie crise du capitalisme, par cela existent même les conditions pour une lutte féconde du parti de classe : et ce parti a obligé Togliatti à le subir et à renoncer à le neutraliser par la violence.

Sur le problème syndical, il n'existe plus de doute sur la nature du syndicat comme instrument de conservation bourgeoise. On ne peut plus penser reconstituer le syndicat de classe, car désormais il est clair, que le prolétariat en prenant conscience se refusera de s'organiser économiquement, et abattra le vieux syndicat avec toute la structure économique. Les fractions syndicales que le Parti a organisé, regroupant sur les lieux du travail les éléments qui se détacheront petit à petit des organisations opportunistes, ont comme seul but de procurer la base sociale au Parti.

Face aux élections Damen se prononce pour la participation et ceci sur la base du parlementarisme révolutionnaire. Si la bourgeoisie est contrainte d'adopter un moyen de lutte qui peut être exploité utilement par le Parti de classe pour être retourné contre elle, l'avant garde révolutionnaire ne peut renoncer à s'infiltrer dans la compétition électorale, avec la tâche de boycottage : le problème abstentionniste, est désormais dépassé, car il n'avait de raison d'être que dans une période ou une précision de principe face au courant parlementaire du vieux parti socialiste, était nécessaire. Aujourd'hui, ou il n'a plus de doute possible sur le caractère nettement antiparlementaire du P.C int., celui-ci peut adopter cette méthode de lutte, comme il pourrait très bien le rejeter si les inconstances le réclament. En participant aux actuelles élections, le Parti a pu pénétrer dans les grandes masses, porter la nouvelle parole, essayer de donner corps aux vagues aspirations de sortir hors des chemins battus, et le résultat a été que la liste

internationaliste a eu quatre fois plus de voix qu'aux précédentes élections. Voici toute l'interprétation des problèmes politiques du Parti selon Damen.

Les plus importantes questions sont restées en souffrance, un absolu manque d'autocritique, un optimisme exagéré et injustifié, un attachement à courte vue des positions les plus dépassées, un complet renoncement à ce que sont les vraies possibilités de reprise de lutte de classe et de ce que sera l'évolution future du capitalisme, un manque de sensibilité politique qui lui permet de cultiver des illusions sur les possibilités du Parti dans un avenir tout immédiat, et cela à une période tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire, tels sont les côtés négatifs les plus saillants de son rapport ...

Pourtant Vercesi est contre ce rapport. Selon lui le Parti manque complètement d'une analyse de l'évolution capitaliste qui procède vers des formes organisationnelles qui ne peuvent encore pas être nettement définies, mais qui de toute façon peuvent être examinées dans leur développement embryonnaire. Il manque aussi d'analyse sur les capacités de renaissance de l'économie capitaliste au travers de système de la planification, de l'influence que cette planification exerce sur le prolétariat, de la disparition des crises cycliques et de la concurrence à l'intérieur des Etats. De telles divergences sont aggravées par l'illusion d'avoir opéré une brisure de classe, qui dans une période comme celle-ci est inconcevable. L'interprétation que la guerre aurait ouvert un cycle révolutionnaire qui déterminerait ainsi la création du Parti s'est révélée complètement fausse, et les masses, contrairement aux précisions, sont de plus en plus se rattachant à ce qui peut s'appeler la reconstruction capitaliste de l'après-guerre. La raison d'être du Parti existe, quand on se trouve dans une période qui prélude l'assaut insurrectionnel de la classe ouvrière, ou tout au moins un détachement de cette dernière, du capitalisme lequel aujourd'hui la tient dans sa totale indépendance. Si l'hypothèse de Damen était vraie, le P.C international d'Italie devrait être, aujourd'hui, la tête d'un mouvement de reprise du prolétariat sur l'échelle mondiale, mouvement qui n'existe seulement que dans son esprit, et non dans la réalité.

Et il faut s'y rapporter si on veut expliquer l'affirmation de s'être imposé au parti stalinien, qui fut contraint de tolérer l'existence d'un mouvement révolutionnaire. Mais alors comment expliquer l'attitude du prolétariat italien, lequel bien qu'il n'ait pas profité des avantages qui pourraient venir d'une bourgeoisie plus que la sienne, n'a pas moins donné dans le panneau de la propagande électorale manifestant ainsi son état d'infériorité et de dépendance à sa bourgeoisie nationale.

La tendance de sympathie vers le Parti ne doit tromper personne car il est limité dans une zone où il s'est fait plus d'activisme et il est arbitraire de considérer ceci comme une brisure de classe qui ne peut, de toutes façons, se vérifier que dans une lutte de classe généralisée et non par des compétitions électorales? Pour courir derrière la chimère, le travail d'éducation des militants qui est dans un état déplorable, a été négligé ; il y a des délégués parlementaristes, d'autres favorables à une espèce de compromis avec le centrisme, la majorité ^{est} sans idées claires et ^{suivent} des voies différentes selon les zones. Par cette politique le Parti a récolté ce qu'il a semé.

Dans le même ordre d'idées est Daméris. Les armes que le mouvement possède sont vieilles de 25 ans, et toute émoussées. Le capitalisme a transformé entre temps, toute sa structure et toutes ses méthodes de lutte ; le parti de classe doit en faire autant s'il veut être un jour le guide de la classe ouvrière, et en préparer le réveil. Il y a une tendance au Congrès à passer sous silence les erreurs du passé et à renoncer à discuter les problèmes qui peuvent provoquer d'amples débats et au travers desquels le Parti pourrait vraiment renaître à une vie nouvelle et

mettre à tout ce qui, sous l'excuse de la défense des positions traditionnelles cache d'opportunisme et empêche une claire élaboration idéologique et une conséquente assimilation de la part des militants.

Le problème syndical est traité par le rapporteur officiel, d'une manière à faire dormir debout, et la discussion qui en suit est absolument ~~non~~ concluante.

Et c'est encore à Damen à préciser: les problèmes syndicaux en eux-mêmes n'intéressent le parti, qui ne se propose pas de créer des organes nouveaux pour remplacer le syndicat actuel/ La Fraction syndicale doit servir de véhicule pour la pénétration des mots d'ordre politique du Parti, dans les grandes masses mais n'a pas des tâches spécifiques en ce qui concerne le travail syndical proprement dit.

Le délégué français ~~Damen~~ note au contraire que par les interventions des ouvriers dans les usines, tendant à s'attarder sur les épisodes particuliers des postes de travail, il y a une tendance à considérer le problème syndical séparé du politique et la confusion qui en résulte est justifiée par le constant changement de position du Parti, laquelle n'a jamais donné lieu à une quelconque explication.

Daméris affirme que la fraction syndicale, est, dans les intentions de Damen le point d'appui sur lequel s'élèvera de nouvelles formations à caractère syndical et l'existence de cette Fraction n'aurait pas d'autre justification que celle de représenter le point de mire pour les masses qui se détacheraient du syndicat et voudraient former des organisations similaires. Peut-être Damen n'a pas affirmé que la Fraction présuppose un organisme plus complet et plus parfait, mais reflète fidèlement sa mentalité d'aller vers les masses. La vraie position du problème syndical est analogue, par exemple, à celle exprimée par le Parti sur les C.L.N. : démontrer ces organismes comme contre-révolutionnaire, en expliquer les buts, mais ne pas prétendre vouloir les substituer par d'autres.

Sur les problèmes de la grève, à la position de Damen qui lui reconnaît un certain contenu de classe, Vercesi oppose la sienne : Les grèves limitées au cadre national n'existent qu'en fonction des impérialismes en lutte. Elles sont dirigées dans quelques pays entrant dans l'orbite d'un des deux blocs par les agents du bloc impérialiste adverse. Il faudrait leur appliquer la tactique du défaitisme révolutionnaire. Ainsi une grève qui éclaterait dans un des pays du bloc occidental ne peut avoir un contenu de classe que si elle est réellement appuyée par la solidarité du prolétariat des pays du bloc oriental et précisément du russe, et inversement.

X X

X

Posés superficiellement les termes de quelques problèmes, personne pourtant ne s'est préoccupé de les résoudre, et le Congrès s'est terminé de cette façon aussi absurde. Deux tendances se sont délimitées, qui ne peuvent quand même se considérer comme telle, si on entendait par là qu'elles représentent de véritables courants dans le Parti. Et ce n'est pas le cas car ces tendances représentent des opinions particulières et pas des groupes. Aucun des militants qui se sont politiquement délimités ne sont allés plus loin que la simple énonciation de ses opinions. Même pas les représentants étrangers.

Damen a exposé résolument ses positions, bien qu'il ait dû momentanément omettre de se présenter aux élections régionales. Vercesi au contraire aux termes du congrès s'est en quelque sorte excusé d'avoir été un trouble fête et d'avoir

amené le trouble parmi les militants. Et à ce devoir sacré, tous se sont alignés, depuis Maffi qui a déclaré à un moment rude du débat parlementariste : "Je savais que cette discussion aurait pu empoisonner le Congrès, c'est pour cela que je me suis abstenu de traiter tel problème." Jusqu'à Damen qui a déclaré : "Il faut travailler avec le matériel humain que nous avons, et notre est le meilleur, il faut donc l'éduquer petit à petit par un travail patient et lent."

Aussi pour ne pas trop troubler les militants il fut décidé de discuter en chambre close le problème pro ou anti-parlementariste, pour élaborer une position à laquelle s'aligneraient tous les membres du Parti qui étaient venus au Congrès pour en discuter.

Les conclusions ne sont pas consolantes ; il est clair que dans le Parti ne règne qu'une pauvreté idéologique l'opportunisme, la confusion et même un manque de sérieux. On peut se demander ce que pourront rapporter les délégués dans leur groupe car aucune des questions controversées n'a été résolue. Quelles positions présenteront-ils sur le Parti ? Celle de Damen ? Celle de Vercesi et de Damelis ? Quelles positions présenteront-ils sur les perspectives, sur le problème syndical ?

Pour notre compte nous avons entendu un ou deux délégués déclarer après le Congrès ne pas savoir quoi rapporter à leurs camarades.

Le Parti engagé ne pourra pas aller très loin. En un mot, il a perdu la moitié des militants et a su réduire d'autant la vente de son journal. Ce qui suivra est facile à prévoir.

Tant que le Parti demeurera entre les mains de Damen, tant que la peur d'être traité de liquidationiste paralysera les forces saines du Parti, pour les militants sincèrement révolutionnaires il n'y a pas d'autre voie que la scission et la création d'un nouveau regroupement politique qui ait comme tâche fondamentale la recherche et la formulation des bases idéologiques pour la formation future du vrai Parti de classe.

Et c'est sur cette voie que nous chercherons à diriger nos efforts.

BERNARD

SUR LES "CAS PARTICULIERS"

Une expression extrême de la confusion dans laquelle se débat le prolétariat, est donnée par ce qu'on pourrait appeler les "cas particuliers". Des militants, qui d'ordinaire, se déclarent hostiles à la collaboration de classe, qui condamnent généralement la politique de soutien d'un bloc contre l'autre bloc, sur l'échiquier mondial, et ne se font pas d'illusion sur la nature impérialiste de la dernière guerre, comme de celle à venir, qui s'estiment être internationalistes en dénonçant aussi bien les U.S.A. que la Russie et leurs visées impérialistes expansionnistes de domination du monde, oublient tout de leur beau raisonnement, aussitôt qu'ils sont amenés à le traduire politiquement dans des situations concrètes. Tant qu'il est question de généralités un peu lointaines dans le temps, et surtout, tant qu'il s'agit d'une prise de position qui ne touche pas directement leur activité immédiate pratique, ces militants et groupes peuvent faire croire aux autres et se donner à soi-même l'illusion d'exprimer une position de classe du prolétariat. Mais, dès qu'il surgit une situation concrète dans laquelle il faut traduire en pratique ses proclamations générales, tout change, et ces groupes et militants par leur comportement réel apparaissent sous un jour nouveau bien différent à ce qu'ils affichaient et croyaient être. En sommes, ils sont révolutionnaires et internationalistes tant que cela n'engage pas leur activité réelle, et dès qu'il s'agit d'activité réelle, ils cessent d'être des révolutionnaires et des internationalistes.

Mais il serait trop simpliste, et, partant erroné, de vouloir expliquer ce divorce entre leurs paroles et leurs actes, par le manque de sincérité, par la tromperie consciente.

En vérité, leur sincérité n'est pas en cause, pas plus que n'est en cause le fait qu'ils sont leurs propres dupes. Le passage entre ce qu'ils croient être et ce qu'ils sont réellement, entre leurs affirmations internationalistes verbales et leur pratique nationaliste réelle, s'effectue à la faveur de la théorie du "cas particulier".

En tant qu'internationaliste, on est, bien sûr, contre la guerre impérialiste EN GENERAL, mais l'existence du fascisme en Allemagne devient un "cas particulier" qui fait qu'on participe à la guerre contre l'Allemagne.

On est contre l'Idée-Nation et contre sa propre bourgeoisie, mais l'occupation étrangère est un "cas particulier" justifiant et exigeant la lutte en commun avec sa bourgeoisie pour "la libération nationale". C'est ainsi seulement qu'on peut comprendre qu'un grand nombre de militants, par ailleurs sincères, se soient trouvés entraînés à participer à la guerre, et sous ses formes les plus abrutissantes qu'étaient les diverses organisations et activités de la résistance.

Les agents politiques du capitalisme, les socialistes et stali- niens ont su à merveille exploiter cet état de confusion des mili- tants ouvriers se heurtant à des problèmes insolubles parce qu'ACCEPTANT DES ALTERNATIVES, se laissant enfermer dans des alter- natives d'où ne pouvait surgir une solution de classe réellement révolutionnaire, c'est à dire susceptible d'engager un nouveau cours historique. La politique du moindre mal, comme celle du cas particu- lier, sont des notions dont la valeur n'a de cours que sur un plan capitaliste, et comportant en elles-mêmes la négation de l'opposi- tion de classe, de la contradiction historique entre classes. On ne peut rechercher, ni maintenir une orientation de classe sur un plan qui implique précisément l'effacement de la frontière et de la lutte de classe. Si le prolétariat et un grand nombre de ses militants se sont laissés entraîner à la remorque du capitalisme, ce n'est pas parcequ'ils ont renié en bloc, leur foi socialiste, mais parcequ'ils ont cru admissible MOMENTANEMENT, des solutions contingentes, dans une période qui exige des solutions historiques.

Une montagne ne fait pas tomber, on ne trébuche que sur des petits cailloux. Le capitalisme s'efforce de semer en nombre crois- sant ces petits cailloux sous les pas du prolétariat. Le chemin de la conscience de classe du prolétariat est largement pourvu de ces obstacles qui ont pour nom: le "cas particulier".

)°(

En Grèce, le massacre fait rage. Depuis la "libération", la guerre impérialiste ne fait que se poursuivre sous d'autres formes et sous d'autres étiquettes. Gouvernement officiel d'Athènes: "réactionnaire fasciste", d'un côté; gouvernement dissident du Général Markos "républicain et Populaire", de l'autre, entretiennent une guerre, pour le compte des impérialismes russe et anglo-américain, dans laquelle se font massacrer journellement des cen- taines de prolétaires grecs. Tout récemment le gouvernement officiel s'est payé le luxe d'exécutions en masse d'o- bjets politiques, afin de prouver que ces bacchanales sanglantes ne sont pas le privilège uniquement réservé aux régimes des Hitler, et que les démocraties savent, le cas échéant, faire aussi bien que lui (bien entendu selon leurs moyens).

Au silence pathétique des gouvernements anglais et américains et de leurs supports socialistes, répond le battage du bloc russe et des staliniens. Tout cela n'est que fort naturel. Mais des groupements confus, genre R.D.R., trotskistes et autres, de prendre part dans cette campagne. Incapables de comprendre que dans ce massacre ignoble, nous vivons un EPISODE de la guerre, qui des deux côtés ne fait qu'exprimer dans le sang le mode de vie du capitalisme décadent, ils appellent les ouvriers à combattre le gouvernement officiel en soutenant les forces des partisans et en se rangeant derrière elles.

Pour ces groupes ce qui se passe en Grèce exige coûte que coûte une solution pratique immédiate; ils n'ont que du mépris pour ces théoriciens en chambre et révolutionnaires "purs" que nous serions, et qui ne croient pas à des solutions possibles pour les ouvriers grecs, en dehors du plan historique de la lutte pour la révolution socialiste à l'échelle mondiale. Pour ces groupes qui se disent réalistes, une telle position est une affirmation théorique générale, juste, peut être, mais ne saurait les contenter. Leur besoin d'apporter des remèdes immédiats, vient de leur appréciation de la situation en Grèce, comme un "cas particulier" exigeant un comportement pratique adéquat à cette particularité.

Pour la Grèce, donc, alliance du prolétariat avec le bloc impérialiste russe contre le bloc américain.

)o(

Les derniers événements nous ont gratifiés d'un nouvel Etat: l'Etat d'Israël. Nous n'avons pas l'intention, dans le cadre de cet article, de nous étendre sur le problème juif. A l'échelle de l'histoire, nous sommes ici en présence d'un de ces vestiges du passé de l'histoire humaine, qui trouvera sa solution dans le dépassement par l'humanité de sa division politique en races et en peuples. Le devenir du "peuple" juif, ne consiste pas dans la réinstallation de son autonomie et de son droit national, mais dans la disparition de toute frontière et de toute notion d'autonomie et d'existence nationale. Les persécutions sanglantes des dernières années et de la dernière guerre, contre les juifs, pour aussi tragiques qu'elles furent, signifient cependant moins un fait particulier que la barbarie de la société décadente, se débattant dans les convulsions de son agonie, et d'une humanité ne parvenant pas à trouver la voie de son salut: le Socialisme.

Que les populations juives et arabes de Palestine servent de pions aux intrigues impérialistes internationales, cela ne fait de doute pour personne. Que pour cela les meneurs du jeu suscitent et exploitent à fond les sentiments et préjugés nationaux, arriérés et anachroniques, grandement renforcés dans les masses par les persé-

cutions dont elles furent l'objet, cela non plus n'est pas fait pour étonner. C'est sur ce terrain que vient d'être ranimé un de ces incendies locaux: la guerre en Palestine, où les populations juives et arabes s'entre-tuent avec une frénésie chaque jour croissante et plus sanglante. Il se trouve des militants révolutionnaires bon teint, qui semblaient même garder leur tête dans la deuxième guerre mondiale, pour découvrir la tragédie palestiniennne pour manifester leurs sympathies à la lutte "héroïque" du peuple juif. "Nous sommes," disent ces militants, "contre la guerre, nous savons aussi que la solution finale est dans le socialisme, mais en Palestine, les dés sont jetés, et les pauvres juifs sont acculés à se laisser tuer ou à se défendre. Pour le peuple juif et la Palestine, c'est un cas particulier."

Aussi, au nom de ce "cas particulier", et en attendant le socialisme lointain, on prend position dans l'immédiat et on se félicite des victoires remportées par l'armée juive. On est internationaliste, bien sur, mais on est aussi réaliste, et on ne lâche pas la proie pour l'ombre, même si la proie consiste à soutenir la fondation d'un nouvel Etat, qui comme tout Etat de nos jours ne peut vivre que dans et par la guerre.

)°(

Le P.O.U.M. parti maximaliste espagnol, vient de tenir le mois dernier son congrès. C'est un parti qui se réclame du marxisme et de la révolution prolétarienne. Sa politique peu brillante lors des événements espagnols de 1936-38, politique qui l'a conduit à soutenir de toutes ses forces cette guerre du côté républicain, jusqu'à y participer dans le gouvernement de Catalogne, est assez connue. Depuis, le P.O.U.M. semblait prendre une nouvelle orientation en éliminant sa fraction de droite et en remettant sa destinée à une direction composée des éléments les plus à gauche. Ce congrès "à gauche" présente donc un certain intérêt, il nous permet de voir comment les déclarations révolutionnaires vagues et générales se transforment en leurs contraires dans le concret et le précis. Ce congrès se déclare contre la guerre en préparation. Il dénonce les blocs américains et russes et les considère également et solidairement comme les auteurs de la prochaine guerre impérialiste, appelle les ouvriers à combattre l'un et l'autre bloc, et à se mobiliser pour une action indépendante de classe. Mais voyons comment cette politique radicale se traduit sur le champ de l'activité pratique du P.O.U.M., c'est à dire pour l'Espagne. Pour l'Espagne le congrès estime que l'ennemi N° 1 est le régime de Franco. Pour mener cette lutte, le congrès estime regrettable et préjudiciable la dispersion de la lutte du côté républicain, en quoi le P.O.U.M. voit le secret de la résistance victorieuse de Franco jusqu'à ce jour. Aussi le congrès préconise-t-il la coordination de la lutte par une entente entre toutes les forces anti-Franco, partant des anarchistes et

P.O.U.M., jusqu'à et y compris les monarchistes, en passant par le gouvernement fantôme espagnol en exil et les pires réactionnaires de la tendance de Gil Robles. La victoire contre Franco exige, dit le congrès, la coordination et l'action combinée de toutes les formes de luttes: grèves ouvrières, maquis et guérillas, et l'intervention de la pression diplomatique auprès des gouvernements étrangers. Voilà le programme d'action réelle que le P.O.U.M. justifie pour l'Espagne, vu la situation spécifique de ce pays, vu que l'Espagne est un "cas particulier".

Le plus cocasse de l'histoire est que le P.O.U.M. qui pousse son altruisme, pour la libération des ouvriers du régime de Franco, jusqu'à s'allier avec les monarchistes, repousse cependant la possibilité d'une action commune avec les stalinien; qui tout compte fait, et pour des raisons politiques propres à eux, sont certainement les adversaires les plus acharnés de Franco. Le P.O.U.M. explique cette position par sa répugnance au totalitarisme(?) et parcequ'une telle alliance ferait perdre la sympathie nécessaire et indispensable(?) des ... Etats-Unis.

On peut laisser de côté la question de savoir ce qui est le plus important, du soutien du gouvernement bourgeois national pour des raisons politiques internationales (démocratie contre fascisme ou contre totalitarisme), ou du soutien du capitalisme international pour des raisons de politique nationale (libération nationale, anti-fascisme etc...). Dans les deux cas ce qui demeure c'est l'enchaînement du prolétariat et son immolation sur l'autel du capitalisme.

)°(

Toutes les trahisons du prolétariat et du socialisme se font au nom du "cas particulier". Chaque fois que nous entendons entonner la chanson du "cas particulier", nous pouvons être sûrs qu'on est en train de se fourvoyer soi-même et de fourvoyer dangereusement le prolétariat.

Nous avions mille fois raison quand, après la chute de Mussolini nous combattions les camarades de la Fraction de Gauche Italienne qui prétendaient que le maquis en Italie n'était pas la même chose que le maquis en France, ou encore que le prolétariat italien était différent des autres prolétariats. Ici aussi il s'agissait d'un "cas particulier." Nous savons où cela a conduit ces camarades: à la collaboration politique, avec toutes les organisations bourgeoises dans un Comité d'Alliance anti-fasciste de Bruxelles en 1944-45.

Nous n'entendons pas qu'il ne peut exister aucune particularité propre dans des situations ou des pays différents. Mais contrairement à ces groupes qui voient dans la particularité une chose "en soi", de laquelle il faut partir pour fonder sa politique et son activité,

il faut partir de la situation générale mondiale, pour fonder la politique et l'action de classe, s'appliquant et s'adaptant aux contingences et aux pays, malgré les particularités qu'ils peuvent présenter. La totalité de l'évolution historique n'est pas la somme des particularités des divers pays, mais au contraire les particularités des pays ne sont que des parties aliquotes du tout de l'évolution historique générale. Ce n'est qu'en partant de ce TOUT qu'on peut comprendre les situations particulières, et dégager la politique révolutionnaire du prolétariat. Toute autre méthode, ne conduit qu'à des impasses parcequ'elle brise le tout historique en une poussière de cas particuliers, chacun servant séparément de fondement à une politique de négation du socialisme et de collaboration au capitalisme.

Quand Karl Liebknecht lançait son cri contre la guerre "l'ennemi est dans notre propre pays" il entendait surtout fermer la porte aux tentatives par trop faciles d'exploitation des particularités se présentant dans les différents pays. Le capitalisme, voilà l'ennemi. Son existence est le FAIT GENERAL, et c'est uniquement lui, et non les particularités, qui dicte le devoir historique et le comportement constant du prolétariat.

MARC

L'HEROISME ET LA MANIERE DE S'EN SERVIR

Le NEW YORK Times du 14 février publiait sous la signature de son correspondant C.L. Sulzberger, une dépêche datée de Paris intitulée : Le Mouvement anti-rouge en Europe inspire d'étranges liaisons. De nouvelles conditions sollicitent le support des gauches pour amener les ouvriers dans leur sein. Nous en traduisons les passages suivants :

Paris, Février 13. - (Sous-titre : Un disciple de Trotsky est cité) . En France, la coalition gouvernementale "Troisième Force" aussi bien que le mouvement gaulliste, lequel se situe à la droite du précédent, briguent constamment le support de la classe ouvrière. A ce propos, M. André Malraux, auteur célèbre et ci-devant homme de gauche en Espagne et en Chine, actuellement un des plus importants conseillers du général de Gaulle, a montré à ce reporter copie d'une lettre qui lui a été adressée par Victor Serge peu avant la mort de celui-ci au Mexique. La lettre dit : "Je voudrais vous dire que je trouve vaillante et probablement raisonnable la position politique que vous avez adoptée. Si j'étais en France, je serais du nombre des socialistes partisans de la collaboration avec le mouvement auquel vous participez. Je considère la victoire électorale de votre mouvement comme un grand pas vers le salut immédiat de la France... Le salut véritable, plus lointain, dépendra de la façon dont vous et tant d'autres saurez accomplir ce que j'appelle un double devoir : combattre les ennemis d'une renaissance européenne, et maîtriser les périls que tous nous portons en nous-mêmes." M. Malraux (continue le correspondant du N.Y.T.) dit et répète que si Léon Trotsky l'avait emporté dans sa lutte contre Joseph Staline, il (Malraux) eût été aujourd'hui communiste-trotskyiste. Aussi n'est-il pas surprenant que M. Serge ait suivi le même chemin. Victor Serge Tchibaltchich, mort à 52 ans, était le petit-fils du fameux Tchibaltchich, membre de la "Volonté du Peuple" russe qui essaya d'assassiner le tsar Alexandre II. Au Mexique, il fut un grand ami de M. Trotsky jusqu'à l'assassinat de celui-ci. Du point de vue soviétique et communiste, le fait que M. Serge avait supporté M. Malraux est dans la logique des choses, parce que pour Moscou trotskystes et fascistes sont tenus pour identiques. Il existe toutefois un segment de trotskystes français qui seraient enclins à miser gros sur cette lettre - d'un point de vue gauchiste.

Nous ne rendrons pas M.C.L. Sulzberger responsable du style et des inexactitudes fantaisistes dont est ourlée sa dépêche. La charité demande qu'on n'accable pas les innocents, et d'ailleurs l'on sait que les reporters font ce qu'ils peuvent. Notre correspondant n'aurait cependant pas dû se fier trop complaisamment à sa mémoire ou à celle de ses relations de café. Victor Serge ne s'appelait pas Tchibaltchich mais Kibaltchich ; il n'était pas le petit-fils mais le neveu du terroriste russe ; ce n'est pas Alexandre II mais III que la "Volonté du Peuple" essaya d'assassiner, le deuxième du nom ayant été bel et bien occi en 1881. ⁽¹⁾ Et dans plus d'un article Léon Trotsky l'avait attaqué avec violence ; il n'a pas pu être "un grand ami de Trotsky au Mexique", pour la bonne raison qu'il y débarqua un an après la mort du vieux révolutionnaire. Sur un seul point toutefois notre

Serge n'était pas trozkyiste, s'étant séparé de ce mouvement en 1937

journaliste avait vu juste : il était "dans la logique des choses" que Victor Serge rejoignît Mess. Malraux, Burnham, Koestler et tutti quanti, - tous ci-devant "hommes de gauche" atteints de Weltschmerz démocratique. Quiconque avait fréquenté Victor Serge dans les années qui précédèrent sa mort ne saurait ignorer que sa haine toute sentimentale des régimes policiers l'avait amené à se faire un métier de l'anti-stalinisme. Loin de considérer le totalitarisme russe comme une forme particulière de domination de classe à l'intérieur du processus historique du capitalisme, il lui assignait une fonction diabolique per se, face à quoi tout front unique devenait souhaitable qui promettait de damer le pion au stalinisme. Mais laissons les morts à leur légende, les journalistes à leur innocece, et demandons au conseiller du général de Gaulle : quel est votre jeu en vous réclamant du trotskysme, M. Malraux ?

C'est un phénomène familier à tout observateur qu'idéologues et politiciens bourgeois ne cessent de s'appropriier le vocabulaire révolutionnaire pour y envelopper leur camelote. L'indigence de leur pensée, désormais incapable de rompre le cercle d'une logique poussiéreuse, non seulement leur interdit toute création originale mais leur fait substituer l'escroquerie au sentiment à la plus élémentaire honnêteté. On sait quelles barbaries s'épanouissent sous le couvert des "libertés" des démocraties, quelles monstruosités prolifèrent sous le manteau du "socialisme" stalinien. Fraude et maquignonnage ont définitivement supplanté méthode et discipline intellectuelles. Mais jamais l'intelligentsia moderne ne fait si passionnément son benêt, jamais elle ne déploie si ardemment ses dons de bateleur, que lorsqu'il s'agit d'ébaubir la classe ouvrière.

Comme il y a des mariages de convenance, il y a des nécrophilies opportunistes : tirer à soi les morts est une vieille technique chez les saltimbanques, grands et petits. Puisque les communistes s'approprient les fusillés de la résistance, puisque Himmler régnait sur un empire national-socialiste, puisque Mussolini gouvernait une nation prolétarienne, puisque Staline se proclame héritier de Lénine, M. Malraux aurait tort de se gêner... Reconnaissons cependant qu'en essayant de faire accourir les mânes de Trotsky au secours du gaullisme, M. Malraux prétend péter plus haut que son derrière. Mais que rien ne soit négligé pour capter l'oreille de l'ouvrier ; pas même le risque de tomber sur la tête, si l'on manque son rétablissement. Dès lors qu'importe le franc aveu qu'il est toujours politique de se réfugier sous l'aile du gagnant ! Si Trotsky avait occi Staline au lieu d'avoir été occi par celui-ci, eh bien M. Malraux ne nous l'envoie pas dire : il eût été avec les vivants contre les morts. Aussi, ce que M. Malraux entend par : "Si Trotsky l'avait emporté..." c'est : "Si la révolution l'avait emporté sur la contre-révolution; j'eusse été à l'heure présente du bon côté du manche, d'autant qu'une révolution victorieuse eût balayé RPF et gaullisme, et que mon héroïsme se fût trouvé en mal d'emploi." (A remarquer que, comme tout esprit que séduisent les destinées héroïques, le dialecticien Malraux entend et voit l'histoire comme une affaire personnelle entre Übermenschen. Dans une conversation qui remonte à 1939, nous apprîmes de sa bouche que le socialisme n'avait aucune chance de victoire tant que les grandes masses n'apprendraient pas à piloter les avions de bombardement. On l'a entendu prononcer dernièrement que chaque fois que la Troisième République s'était trouvée en difficulté elle avait fait appel à un "homme", et que c'était exactement ce que le RPF avait au service de la Quatrième République pour la tirer du marasme : un homme. Rien d'étonnant dès lors que la contre-révolution stalinienne se réduise à ses yeux à

un conflit Staline-Trotsky, comme cela ressort de ses déclarations à propos (après de Moscou.) En sorte que le vicar lion... à Mexico... ont cc -
 tort d'accuser M. Malraux d'avoir toujours été un support du stalinisme
 moins aussi longtemps qu'il l'avait cru... Mais aujourd'hui, alors que
 le totalitarisme stalinien joue de malchance, alors que même M. Malraux peut se rendre
 compte que les Moscovites risquent de se rompre le cou dans leur querelle avec les
 Américains, il n'est plus du tout héroïque de jouer son Ulysse à bord d'une barque
 qui fait eau. Cela serait du pur idéalisme, et M. Malraux n'est rien moins qu'un
 idéaliste.

Mais, trotskyste, M/ Malraux l'a-t-il jamais été ? Existe-t-il un seul texte
 de lui, une seule prise de position, qui pourraient donner le change à quelque
 naïf ? Le trotskysme ne fut jamais qu'un mouvement fractionnel, dont les perspectives
 historiques se sont révélées nulles. De plus, tout le monde sait qu'il n'y a pas
 de place dans les fractions extrémistes que pour une activité aussi obscure qu'a-
 héroïque. Le chapeau dont s'est coiffé ce mouvement : IV^{ème} Internationale, pour
 imposant qu'il soit, n'a pas changé les données du problème en ce qui concerne M.
 Malraux : il n'y avait pas de masses à la clef, pas d'avions, pas de bombes, pas
 de métaphysique autour d'une carte d'état-major. Si cependant M. Malraux n'a laissé
 nulle trace de ses prétendues activités ou sympathies trotskystes, cent témoignages
 par contre certifient de son attitude hostile et, il faut bien le dire, plus qu'é-
 quivoque, à l'endroit de celui dont il se réclame aujourd'hui. - Or quelles étaient
 les vues exprimées par Trotsky sur le compte de M. Malraux ?

Au commencement de l'année 1937, M. Malraux fait une tournée de propagande aux
 Etats-Unis, au bénéfice de l'Espagne républicaine, A Moscou, à la même époque, c'est
 la deuxième journée des procès de sinistre mémoire, et à New-York l'idée prend corps
 d'un contre-procès - qui sera connu plus tard sous le nom de "Commission Dewey".
 Dans une déclaration à la presse, datée du 8 mars de Coyoacan et reproduite dans
The Nation, N.Y. le 27 mars, Trotsky disait : New York est actuellement le centre
 d'un mouvement pour la révision des procès de Moscou, ce qui est, soit dit en
 passant, le seul moyen de prévenir de nouveaux assassinats judiciaires. Il faut
 expliquer à quel point ce mouvement inquiète les organisateurs des amalgames mosco-
 vites. Ils sont prêts à recourir à toutes les mesures pour arrêter ce mouvement.
 Le voyage de M. Malraux est une de ces mesures."

C'est qu'un incident s'est produit peu avant, Uⁿ correspondant du Tass, Vladimir
 Romm, avait déposé au second procès qu'à la suite d'un arrangement secret il avait
 rencontré Léon Trotsky dans un parc à Paris, en juillet 1933, afin de recevoir de
 celui-ci des instructions destinées aux conspirateurs qui travaillaient en U.R.S.S.
 Léon Trotsky fit immédiatement publier une déclaration (New York Times, 16 février
 1937), spécifiant qu'il était arrivé en France à la fin du mois de juillet 1933,
 et qu'il avait passé les semaines suivantes à Royan, confiné dans sa chambre par
 suite du mauvais état de santé. Parmi ceux qui l'ont visité, il y eut plusieurs
 personnes bien connues qui auraient pu confirmer sa présence à Royan à l'époque in-
 criminée. Entre autres il nomma M. Malraux, lui demandant son témoignage. M. Malraux
 refusa, alléguant que la guerre d'Espagne était bien plus importante que les procès
 de Moscou, et que d'ailleurs ceux-ci étaient une affaire personnelle entre Trotsky
 et Staline, affaire dans laquelle lui Malraux n'avait pas à prendre parti.

A la suite de cette "mise au point", Léon Trotsky moucha d'importance M. Malraux. Dans une dépêche transmise à New York par la United Press, il dit entre autres : "En 1926, Malraux était en Chine au service du Comintern-Kuomintang, et il est un de ceux qui portent la responsabilité de l'étranglement de la révolution chinoise... Malraux est organiquement incapable d'indépendance morale. Ses romans sont entièrement imprégnés d'héroïsme, mais lui-même ne possède pas la moindre trace de cette qualité. Il est officieux de naissance. A New York il lance un appel dans lequel il demande de tout oublier, sauf la révolution espagnole. La sollicitude pour la révolution espagnole n'a toutefois pas empêché Staline d'exterminer des douzaines de vieux révolutionnaires. Quand à M. Malraux, il a quitté l'Espagne avec l'objet de conduire aux Etats-Unis une campagne pour la défense des travaux judiciaires de Staline-Vichynsky... Les défenseurs des coups judiciaires ourdis à Moscou se divisent en trois groupes ...) du type perroquet, répétant les formules de l'accusation ; 2) du type sophiste, se livrant à une "analyse purement juridique" ; et 3) ... dont c'est le rôle de dévier l'opinion publique... à l'aide d'invocations pathétiques. Tel est le rôle de M. Malraux et de ceux qui lui ressemblent... M. Malraux s'enorgueillit d'avoir toujours "défendu" les antifascistes. Non, non pas toujours : seulement dans les occasions où cela coïncidait avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. M. Malraux n'a jamais défendu les antifascistes Italiens, Bulgares, Yougoslaves, Allemands, qui, réfugiés en U.R.S.S., furent livrés au Guépéou parce qu'ils ont critiqué le despotisme et les privilèges de la bureaucratie soviétique!"

Ce coup de griffe n'était pas dû exclusivement à la peu glorieuse attitude de M. Malraux lors de son séjour à New York. La piètre opinion dont M. Malraux jouissait dans l'esprit de Trotsky remonte au moins à 1931, comme cela ressort d'un article de celui-ci publié dans la Nouvelle Revue Française. Mais Léon Trotsky avait ignoré que M. Malraux eut une attitude qui en dit long sur son "détachement" des affaires russes. Lors d'une conférence qu'il donna à Columbia Université, il réussit à créer l'impression qu'André Gide était sur le point de faire amende honorable quant à son voyage en U.R.S.S. (Question : "Que pensez-vous du livre de Gide, Retour de l'U.R.S.S., Monsieur Malraux ?" - Réponse : "Je n'aurai qu'une chose à dire : juste avant de quitter la France, j'ai vu M. Gide ; il corrigeait les épreuves d'un nouveau livre qu'il venait d'écrire sur l'Union Soviétique ; le titre de ce livre était Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.") - Grande joie parmi les auditeurs staliniens. Quant à M. Malraux "défenseur" d'antifascistes, voici comment il "défendit" l'un d'eux - Victor Serge précisément. Lors du Congrès des Ecrivains à Paris, en 1935, M. Malraux, qui en était un des organisateurs, fut très irrité par la campagne que certains délégués menèrent en vue de la libération de Serge emprisonné en Russie. Il en parla avec amertume à Nicolas Calas, présent au Congrès. Il confia à Chiaromonte que bien qu'il eût que Serge aurait dû être libéré et que lui, Malraux essaierait de faire quelque chose en privé, c'était une erreur d'agiter le cas de Serge publiquement. En définitive, la signature de M. Malraux brilla par son absence au bas du document qui fut rédigé au Congrès pour la défense de Victor Serge.

Encore une fois, quel est le jeu de M. Malraux en essayant de prouver, "documents en mains", que sa présence à la tête du gaullisme bénéficie de l'investiture posthume du Trotsky - via la bénédiction, posthume également, de Serge ? Si, comme tous, prête à le croire, M. Malraux est un honnête et loyal agent de

de Gaulle, il ne saurait mieux servir son maître qu'en faisant accréditer l'idée que les procès de Moscou furent en tous points honorables, puisqu'aussi bien les "trotskystes" s'avèrent capables de travailler la main dans la main avec le fascisme gaulliste pour la défaite de la contre-révolution stalinienne ; cela pourrait faire réfléchir tels ouvriers qui, écoeurés par le stalinisme, seraient enclins à voir dans le mouvement trotskyste un parti révolutionnaire authentique. (A remarquer que M. Churchill, dans ses Mémoires, délivre lui aussi un certificat d'honorabilité aux fossaires moscovites). En second lieu, en faisant passer le gaullisme pour un mouvement de gauche dans lequel les ouvriers seraient chez eux - "trotskystes" en tête - M. Malraux se livre à une manœuvre politique doublée d'escroquerie. Mais comme à la publication que M. Malraux a donné à la lettre de Victor Serge est en même temps une pure provocation en ce qu'elle livre à la machine stalinienne de nouvelles armes contre les militants révolutionnaires que le Guépéou amalgame sous le nom générique de "trotskystes", une question pour le moins troublante assaille l'esprit : est-il tout à fait exclu que M. Malraux joue le jeu des staliniens, et qu'il soit, en tout bien et en tout honneur, une greffe stalinienne dans le noble giron du gaullisme ?

ANTOINETTE.

PROBLEME DU CAPITAL

I Les rapports de production dans une société donnée, déterminent les caractéristiques propres de cette société. Son développement ainsi que sa disparition ne sont pas seulement fonction d'elle-même mais aussi de facteurs étrangers à son propre processus.

Pour ne citer qu'un exemple entre mille, le féodalisme avec son système local d'échange et ses rapports de propriété n'a pas seulement disparu par l'exiguité de son mode de production; la bourgeoisie communale, en se développant, lui a porté, au moment donné dans l'histoire, le coup décisif qui l'a fait disparaître politiquement et historiquement.

Par là, étendant cette loi à la société capitaliste, nous pouvons déduire que la disparition de cette société n'est pas uniquement conditionnée par les contradictions internes de son système de production. Il existe une classe dans la société qui par sa position économique dans la dite société, et par sa possibilité de se confondre avec une idéologie post et extra capitaliste, doit être le facteur concréétisant la disparition de la société.

En ce sens, il paraît ridicule de réduire la société capitaliste, son développement et sa disparition à des conditions purement économiques (caractères abstraits de relations de production.)

II La méthode dite d'abstraction, du mouvement du concret à l'abstrait, permet un travail en détail mais ne rend jamais compte du mouvement propre à des relations de production. C'est une méthode analytique

mais ayant le même défaut que l'anatomie. Son emploi comme instrument de recherche et d'interprétation d'un problème d'économie politique risque de nous donner l'image d'un moteur dont le fonctionnement serait oublié ou insoupçonné. Considérer le travail social, le problème de l'échange comme de pures abstractions venues du concret, ne fait en rien comprendre le rôle de ces phénomènes dans un processus de production, et surtout ne permet de les retrouver sous forme variable dans les transformations du processus même. Considérer la méthode d'abstraction, elle nous donne l'image idéale d'un phénomène sans nous permettre de connaître son processus.

Marx l'a employée dans sa magistrale étude, ^{dans la 1ère partie} du procès du Capital, mais nul ne prétend voir dans cette partie les fils conducteurs du procès du Capital en tant que phénomène historique et non plus simplement économique. Pour cela il est nécessaire de prendre l'oeuvre de Marx dans son ensemble.

III En tant que marxiste, la réalité semble plus proche quand le problème du Capital est étudié en relation directe avec le phénomène historique de la société. Si Marx dans la résolution du problème de l'accumulation élargie, se heurte à une impasse, dans la recherche des sources de réalisation de plus value, si d'autre part il attribue à cet aspect du problème du capital une importance extrême, c'est que d'après nous, là réside la contradiction économique-historique de la faillite du système. A un certain moment de l'histoire du capital, au travers des forces productives mises en branle par le jeu même de la contradiction, relation de production - homme, il s'opère une divergence qui va en s'accroissant entre les producteurs exploitateur-exploité et la production. Il y a un phénomène de désadaptation entre la société et les moyens de production, le capital en tant qu'entité économique ne trouve plus le milieu historico-social à sa perpétuation.

Le problème essentiel de cette divergence ne réside plus dans la plus ou moins grande rentabilité du produit (le monopole et le capitalisme d'Etat répondent à la baisse tendancielle du taux de profit par un surprofit) Elle réside dans l'essentiel de la production du système : Pour qui produire.

Le jeu même de la production pose cette question. Le capital ne travaille que pour échanger, cet échange n'est pas d'avance déterminé

car ses conditions de réalisation sont en dehors du circuit de production (introduction de la plus value).

Par là, le problème historique de la viabilité du capitalisme se heurte à celui de son échange.

Tout problème intérieur de la production perd son aspect déterminant et revêt un aspect technique.

IV Le problème intérieur de la production n'a pas uniquement un aspect technique. Il caractérise aussi un système de production. Le procès de production, le procès de circulation, le procès d'échange (et non le problème de l'échange) donnent les qualifications d'un mode donné de société.

Pour le capitalisme, ceci joue avec encore plus de clarté. La loi du fonctionnement du système de production est la loi de la valeur: la valeur d'un produit est mesurée par le nombre d'heures socialement nécessaires à sa production.

Aussi un produit devient marchandise quand sa valeur se mesure en heures sociales et non en utilité. Ceci n'enlève pourtant en rien la nécessité d'usage de la marchandise. Cette marchandise pourtant ne suffirait pas à caractériser le système économique.

Une autre loi intervient : celle de la valeur de la force de travail: la force de travail a la propriété de produire plus de marchandise qu'il lui en faudrait consommer pour se reproduire.

Cette propriété pose immédiatement le problème du capital variable et de la plus value. Le capital variable serait représenté par la valeur marchande de la force de travail - somme d'heures de travail nécessaires à sa reproduction - la plus value par l'excédent d'heures de travail de la force de travail. Les variations du taux d'exploitation répondant à une nécessité pour le système dans son développement. Il contient déjà un facteur historique car il ne se heurte plus à une mécanique de production mais à un développement plus ou moins viable de conditions historiques de son processus. Mais là vient se poser le problème de la reproduction. Du point de vue strictement abstrait, la reproduction ne s'opère qu'en fonction d'une certaine somme de travail non consommé que

nous appelons capital constant. C'est l'outil, la matière première, le lieu de production, les moyens de circulation.

Le système de production capitaliste s'exprimera donc en capital constant, en capital variable, en plus value. Son mode de circulation va du producteur au consommateur, non de la valeur d'échange mais de la valeur d'usage. Son échange se fait sur la base de l'égalité des marchandises vues sous l'angle heure de travail - loi de la valeur.

V Mais cette mécanique précise ne répond pas à la question : Pour qui produire

Le problème n'est donc plus du ressort du procès du capital mais des rapports historiques de la société.

Des hommes vendent et achètent. D'aucuns n'ont que leur force de travail à échanger - les ouvriers; d'autres possèdent les moyens de production et la production à échanger - les capitalistes.

Du point de vue strictement mécanique, ces 2 catégories d'individus sont des salariés du capital.

En effet, la notion de propriété varie selon les sociétés. La propriété féodale n'est pas la propriété capitaliste. Pour éviter toute confusion le terme d'appropriation serait plus juste.

Elle permet de comprendre que dans l'évolution du capitalisme, le phénomène s'écarte de plus en plus de la propriété directe des moyens de production pour prendre sa forme vraiment capitaliste d'appropriation de travail. La propriété féodale est la propriété de la terre indépendamment du travail effectué. Cette terre n'est pas du travail humain accumulé. Les produits de cette terre n'ont pas la propriété de marchandise.

La propriété capitaliste au contraire est directement dépendante du travail; sa forme abstraite est le capital, produit essentiellement humain.

Le capital étant du travail accumulé sa propriété est donc une appropriation de travail humain. Et cette propriété intervient dans le procès de production.

A ce niveau nous trouvons d'une part des possesseurs de capital constant et d'autre part des possesseurs de force de travail. En tant que tels ils remplissent une fonction dans le procès et reçoivent un salaire en échange.

Mais le salaire du possesseur du capital peut très bien revenir à un délégué du possesseur. La propriété du capital n'est donc pas une nécessité économique, comme elle l'est pour la force de travail. Ici intervient le facteur historique. Ces deux catégories de salariés remplissant des fonctions économiques données dans le procès de production, représentent socialement deux classes distinctes dans leur finalité.

Les salariés capital agiront pour la perpétuation du système existant.

Les salariés force de travail, au risque de succomber avec la société, sont donc poussés à lutter contre le système existant avec la possibilité non seulement de changer les rapports de production en vigueur mais d'instaurer de nouveaux rapports éliminant le salariat, donc leur position dans la société capitaliste.

La nature de la classe ne se définit donc plus par une fonction économique mais par un devenir historique d'individus exerçant de telles fonctions économiques et non possédant quelque chose.

C'est en ce sens que l'on peut comprendre que le capitalisme d'Etat élimine le capitaliste privé mais non la classe capitaliste.

VI Le problème de la viabilité d'un système économique et celui de sa disparition sont résolus sur des terrains différents.

Le système capitaliste produit, accumule, élargit, tant que son champ d'opération lui donne toujours son moteur de production : Produire pour qui ? Car il ne suffit pas de parler profit, bénéfice, et de voir là le moteur de la production quand ils ne sont que les buts.

Produire pour qui, devient le problème essentiel autorisant une reproduction cyclique.

Du jour où cette question ne reçoit plus de réponse la succession du système capitaliste dans l'histoire se pose et indépendamment des

misères et atrocités pré et post crise.

Le problème de la disparition du système ne se trouve pas par là plus avancé car il présuppose une conscience de la nécessité de la succession du système capitaliste. Cette conscience c'est le socialisme/

Mais cette conscience n'est pas un élément abstrait; il se concrétise dans des individus : les révolutionnaires.

Enfin cette conscience est action, cette action s'exprime par la lutte de la classe ouvrière consciente et révolutionnaire.

MOUSSO